



ARRETÉ n°2020-B-08209

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'opération 4.1.1 du PDR Bourgogne relatif à la modernisation classique des bâtiments d'élevage dans les exploitations agricoles

La Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune,
- Vu l'article 9 du règlement n°1307/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 concernant la définition de l'agriculteur actif,
- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne,
- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires,
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au

Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,

- Vu le règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité,

- Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader),

- Vu le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune

- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78,

- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5,

- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L1, L330-1 et suivants (partie législative) et articles D343-3 et suivants (partie réglementaire),

- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,

- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,

- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,- Vu le décret n°2019-225 du 22 mars 2019 modifiant le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,

- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,

- Vu l'arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu le Programme de Développement Rural de la région Bourgogne adopté le 7 août 2015 et révisé les 25 janvier 2016, 27 juin 2017, 17 août 2018, 11 avril 2019, 12 septembre 2019 et 11 décembre 2019,
- Vu la délibération du Conseil régional du 17 mars 2014 et du 8 septembre 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,
- Vu la délibération du Conseil régional du 21 janvier 2016 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période 2014-2020,
- Vu la convention du 21 mars 2014 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne,
- Vu la convention tripartite en date du 20 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne et son avenant signé le 17 mai 2016,
- Vu la convention en date du 18 mai 2016 déléguant certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural aux Directions Départementales des Territoires
- Vu les consultations écrites du collège FEADER du comité de suivi interfonds du 18 au 31 mars 2015, du 18 novembre au 1^{er} décembre 2015, du 16 février au 1^{er} mars 2017 et du 7 au 18 mars 2019 sur les critères de sélection.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux

La modernisation et l'adaptation des bâtiments et équipements existants, la maîtrise des pollutions induites par l'activité d'élevage et la transition énergétique constituent plus que jamais les facteurs clé de la compétitivité des exploitations agricoles.

L'objectif de l'opération est d'accompagner les éleveurs dans la modernisation et l'adaptation des bâtiments d'élevage, en lien avec leur compétitivité économique, l'amélioration des conditions de travail, la préservation de l'environnement (qualité de l'air, de l'eau...) et l'économie dans l'utilisation des ressources.

Article 2 : Objectifs particuliers

L'objectif du présent arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides aux investissements dans la modernisation et l'adaptation des bâtiments d'élevage au titre du type d'opération 4.1.1 du PDR Bourgogne, en précisant la nature et le montant des aides ainsi que les critères de sélection.

Article 3 : Description du dispositif

• Actions éligibles

Pour les constructions neuves, un même porteur ne peut déposer qu'un seul dossier pour la programmation 2015-2020, **à l'exception des jeunes agriculteurs** et des structures intégrant un jeune agriculteur, dont l'installation nécessite de nouveaux investissements inscrits dans le plan d'entreprise. Dans le cas des GAEC, un seul plafond d'aide sera attribué par jeune agriculteur.

Cette disposition ne s'applique pas :

- aux petits équipements,
- à la rénovation, tant que le plafond de 45 000 € (x nb d'associés de GAEC) n'est pas atteint.
- aux dossiers concernant exclusivement du stockage de fourrage

Les catégories suivantes d'investissements sont éligibles.

➤ Investissements matériels :

- le logement et les équipements pour le bien-être et la santé des animaux (construction neuve, rénovation, extension de bâtiment, tunnels aménagés) ;
- les constructions et équipements fixes en lien avec la fonctionnalité des bâtiments d'élevage (permettant par exemple une amélioration des conditions de sécurité et de confort des personnes au travail) ;
- les équipements liés au bloc de traite ;
- le séchage des fourrages à destination des animaux présents sur l'exploitation (e.g. séchage en grange) ;
- le stockage des fourrages et des aliments à destination des animaux présents sur l'exploitation, y compris les silos d'ensilage ;

- le stockage en grange en zone de montagne (hors équipements éligibles sur la mesure « économie d'énergie » : gaine de récupération d'air chaud, panneaux isolants, ventilateurs, cellules et caillebotis, griffe, pont roulant) ;
- les aménagements liés à l'insertion paysagère ;
- les constructions et équipements de valorisation de la matière organique issue de l'exploitation (e.g. fumier, taille, tontes, résidus de culture) pour une utilisation sur l'exploitation (hors production énergétique) ;
- la gestion des effluents d'élevage hors zone vulnérable pour les JA installés pour la première fois et depuis moins de deux ans ;
- les équipements en lien avec l'élevage :
 - les équipements fixes pour les économies d'eau,
 - les équipements fixes permettant d'améliorer les conditions de travail,
 - monogastriques :
 - salle d'épinettes (volailles de Bresse),
 - tous les matériels d'automatisation et de précision : pesées et tris automatisés, capteurs, TIC (technologies de l'information et de la communication) et logiciels connexes,
 - automatisation des systèmes de lavage,
 - automatisation des systèmes de distribution de l'aliment et de l'eau de boisson,
 - brumisation,
 - compteur d'eau,
 - fabrique d'aliment à la ferme et petits équipements de stockage (porcins et volailles de Bresse),
 - équipements pour la récupération des coproduits des IAA (cuves, reprise et système de distribution),
 - équipements de stockage d'aliments permettant d'économiser l'énergie et les coûts liés au transport (2^{ème} et 3^{ème} silo),
 - laveur d'air centralisé,
 - raclage du lisier en préfosse,
 - séparation de phase par décanteuse-centrifuge,
 - filtration d'air entrant (élevages de sélection-multiplication),
 - création d'un sas sanitaire,
 - aire bétonnée devant portes et portails,
 - enduit lisse pour le soubassement des murs,
 - enceinte de stockage des cadavres,
 - matériels pour le traitement par l'eau de boisson : cuves, pompes doseuses,
 - dispositifs de stockage des eaux de pluie, y compris gouttières, noues, descentes, regards, réseaux, bacs décanteurs, terrassement, cuves de stockage,

- quais d'embarquement,
- clôtures, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.

○ bovins viande et lait :

- construction de tunnels pour le logement des bovins,
- petits équipements de stockage et matériels de transformation des aliments autoconsommés et/ou achetés,
- bascule, couloir de contention, quai d'embarquement et couverture, portes de contention, portes de tri, cage de retournement et écornage, couloirs mobiles,
- rainurage des bétons, bétons de sols en enrobé, dallage aire paillée,
- caméra de vidéosurveillance, y compris toutes suggestions de raccordement et de réception,
- système de détection des vèlages, des chaleurs (sondes vaginales reliées à un smart phone),
- sur bâtiments d'élevage existants suivant diagnostic d'ambiance, ensemble de dispositifs pour améliorer l'ambiance des bâtiments d'élevage (bardage ventilé, filet brise vent, écailles, faitage ventilé, capot aérateur, ventilateurs dynamiques, ventilation nurserie),
- sur bâtiments existants : systèmes de ventilation estivale, brasseur d'air, rideaux amovibles, brumisateurs,
- distributeurs automatiques de lait pour les veaux, distributeurs automatiques de concentrés,
- équipements d'alimentation en libre-service (pousse fourrage, cornadis mobiles, râteliers libre-service),
- dispositifs de réserve incendie y compris terrassement, accès pompier, clôtures y compris à proximité des bâtiments d'élevage.
- dispositifs (grilles plastifiées avec nappes d'accrochage) qui stabilisent et renforcent les qualités naturelles des sols pour ne pas détériorer la prairie dans les zones de passages des animaux,
- dispositifs de stockage des eaux de pluie, y compris gouttières, noues, descentes, regards, réseaux, bacs décanteurs terrassement, cuves de stockage,
- dispositifs de traitement des eaux de pluie, pompes, pompes doseuses, filtres, surpresseurs,
- dispositifs pour la mise en œuvre de puits pour l'abreuvement, compris terrassement forage, buses, protections, pompes, réseaux
- niches à veaux ;
- silos d'ensilage (tours)

○ ovins :

- bâtiments-tunnels avec permis de construire accordé,
- quais d'embarquement,
- rénovation de bâtiments – aménagements intérieurs :
 - cage de retournement,
 - parcs de contention fixes ou mobiles et leurs équipements (baignoires, pédiluves...),
 - bascules s'il existe un parc de contention sur l'exploitation,

- claies,
- cornadis,
- nourrisseurs pour agneaux,
- auges,
- râteliers (matériels d'alimentation),
- cases d'agnelage,
- aménagement d'un local nurserie (louve, lampe chauffante),
- sécateurs électriques pour taille des onglons,
- clôtures électriques fixes ou amovibles, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.
- piquets et grillage pour les clôtures extérieures,
- équipements de clôture extérieurs au bâtiment,
- passages canadiens,
- aménagement de points d'abreuvement pour les animaux au pâturage,
- dispositifs de stockage des eaux de pluie, y compris gouttières ; noues, descentes, regards, réseaux, bacs décanteurs terrassement, cuves de stockage ;
- silos d'ensilage (tours)

○ caprins :

- cornadis,
- nourrisseurs pour chevreaux, aménagement d'un local nurserie (louve, lampe chauffante),
- petits équipements de stockage et matériel de transformation des aliments autoconsommés et/ou achetés,
- automatisation de la distribution d'aliments (DAL, DAC, feed car, robot d'alimentation, auges mobiles, distributeur de fourrage),
- couloir de circulation,
- cage de retournement,
- sécateurs électriques pour taille des onglons,
- clôtures électriques amovibles, piquets et grillage pour les clôtures extérieures en continuum du bâtiment, y compris à proximité des bâtiments d'élevage.
- local vétérinaire,
- équipements pour la qualité de l'eau (traitement UV et peroxyde d'hydrogène et chloration),
- abreuvoir chauffant,
- aménagement de l'accès au tank,
- boules à lait,
- sécurisation de captage privé d'eau,
- petits matériels informatiques (Pocket) et logiciels de suivi de troupeaux,
- quais d'embarquement,
- aménagement de points d'abreuvement pour les animaux au pâturage,
- dispositifs de stockage des eaux de pluie, y compris gouttières, noues, descentes, regards, réseaux, bacs décanteurs terrassement, cuves de stockage ;
- silos d'ensilage (tours)

- équins :
 - cloisons mobiles pour les aménagements intérieurs,
 - clôtures électriques ou bois et piquets,
 - aménagement de points d'eau au pâturage,
 - abreuvoirs chauffants,
 - barres de soufflage et d'échographie,
 - quais d'embarquement,
 - ceintures de poulinage et caméras.

Les frais de port et de transport constituent des dépenses éligibles et peuvent donc être pris en compte.

Pour certaines filières, des conditions d'éligibilité spécifiques sont prévues.

- Equins : les investissements sont éligibles si le projet relève d'une exploitation où l'activité d'élevage est dominante, sur la base du chiffre d'affaires des trois dernières années. Dans le cas d'une installation, ou d'un JA installé depuis moins de 3 ans, l'activité prévue dans le plan de développement de l'exploitation ou dans le plan d'entreprise doit relever d'une activité uniquement d'élevage. Dans ce cas les investissements de modernisation relatifs à la reproduction et à l'élevage, à la prise en pension de chevaux avec activités de services, aux activités de débouillage, dressage et entraînement sont admissibles. Les activités liées aux sports équestres, aux activités de loisirs (centres équestres sans élevage), à la simple pension de chevaux ne sont pas éligibles.
- Volaille en mode de production conventionnel : la consommation d'énergie du bâtiment, tous postes confondus, doit être inférieure ou égale à 115 kWh/m²/an.
- Porcins en mode de production conventionnel : la consommation moyenne d'énergie du bâtiment doit être inférieure ou égale aux valeurs suivantes :
 - maternité : 972 kWh/place,
 - post-sevrage : 92 kWh/place,
 - engraissement : 43 kWh/place,
 - gestation : 173 kWh/place.
- Investissements immatériels :
 - Acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences.
- Frais généraux :

- Frais généraux permettant une optimisation des investissements visés aux points précédents, tels que les frais d'ingénieur et de consultation, d'études de faisabilité, ou de diagnostics.

➤ Sont exclus :

- les équipements pour la production d'énergie renouvelable ; dans le cas de panneaux photovoltaïques, la toiture et les panneaux ne sont pas éligibles ;
- les investissements soutenus au titre des types d'opération 4.1.2, 4.1.3, 4.2.1, 4.2.2 et 4.3.1 du PDR Bourgogne ;
- les investissements pour la mise en conformité avec une norme communautaire, sauf dans le cas de l'installation d'un jeune agriculteur installé pour la 1^{ère} fois (délai de 24 mois pour se conformer à ces exigences) ou de l'introduction de nouvelles exigences aux agriculteurs (délai de 12 mois), conformément aux points 5 et 6 de l'article 17 du règlement (UE) 1385/2013 ;
- les investissements financés dans le cadre d'un contrat de crédit-bail ou d'un bail à construction ;
- les matériels d'occasion et les consommables ;
- les investissements de simple remplacement ; toutefois, ne sont pas considérées comme un simple remplacement et sont éligibles les dépenses d'acquisition d'un bien entièrement amorti au plan comptable, selon les normes comptables en vigueur ;
- la location-vente de matériels ;
- les charges liées à la main d'œuvre dans le cas des travaux réalisés en autoconstruction ;
- les taxes, redevances et impôts inhérents au projet (TVA...) ;
- les frais de montage de dossiers de demande FEADER.

➤ Cas de l'autoconstruction :

Les dépenses de matériel sont éligibles dans le cas d'autoconstruction. Pour des raisons de sécurité et de garantie de réalisation des ouvrages conformément aux documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, ne sont pas prises en charge les dépenses de matériel liées à l'autoconstruction relatives aux travaux suivants :

- la couverture et charpente, sauf pour les bâtiments en kit ne dépassant pas 5 m au faîtage,

- l'électricité,
- les ouvrages de stockage (fosses et fumières) et traitement des effluents (incluant tous les investissements liés à la gestion des effluents ou qui la concernent).

En cas de construction d'un bâtiment neuf ou de rénovation, tous les équipements fixes ou destinés à demeurer dans le bâtiment, nécessaires pour rendre le projet opérationnel et viable, doivent être obligatoirement intégrés.

Pour être éligibles, tous les bâtiments et tous les ouvrages de stockage des effluents doivent bénéficier d'une garantie décennale, à l'exception des cas suivants :

- tunnels*,
- stockage en poche à lisier*,
- bâtiment ou partie de bâtiment en kit,
- travaux autorisés en autoconstruction (murs, radier des bâtiments...),
- les fosses de stockages des effluents liquides d'une capacité inférieure à 50 m³.

*dans ces 2 cas, la garantie décennale pourra être remplacée par une garantie constructeur de durée équivalente.

- **Articulation avec d'autres aides publiques :**

- FEDER et FEAMP :

L'article 59 du RDR prévoit qu'une dépense cofinancée par le FEADER n'est pas cofinancée par une participation des Fonds structurels, du Fonds de cohésion ou d'un autre instrument financier de l'Union. Ainsi, l'aide accordée au titre du dispositif « Compétitivité des exploitations agricoles » n'est pas cumulable avec une aide accordée au titre de FEDER ou du FEAMP pour un même projet.

- Autres aides :

L'aide au titre du type d'opération 4.1.1 du PDR Bourgogne relatif à la modernisation classique des bâtiments d'élevage dans les exploitations agricoles n'est pas cumulable avec une autre aide publique hors PDR.

- **Bénéficiaires de l'aide**

- au titre de la catégorie "agriculteurs" :

- les agriculteurs personnes physiques,
- les agriculteurs personnes morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole telles que GAEC, EARL, SARL, etc.),
- les établissements de développement agricole, d'enseignement agricole et de recherche qui détiennent une exploitation agricole et qui exercent une activité agricole réelle,

➤ au titre de la catégorie ‘groupements d’agriculteurs’ :

- les groupements d’agriculteurs (toutes structures collectives (y compris certaines coopératives agricoles) dont l’objet est de créer ou de gérer des installations et équipements de production agricole au sens du L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime) composés uniquement d’agriculteurs,
- les CUMA composées exclusivement d’agriculteurs,
- les structures collectives portant un projet reconnu en qualité de GIEE dont la création est prévue dans le cadre de la loi d’avenir et exerçant une activité agricole au sens du L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime et les groupes de projet des sous-mesures 16.1, 16.2 et 16.4 du PDR. La structure porteuse doit garantir que l’investissement bénéficie à une exploitation agricole.

Les cotisants solidaires, SAS, sociétés de fait, sociétés en nom collectif, sociétés en participation, indivisions, co-propriétés, GIE, regroupements de producteurs de lait de vache art.L654-28 du code rural ne sont pas éligibles.

Les bénéficiaires doivent pratiquer une activité d’élevage et le siège de leur exploitation agricole doit être situé sur le territoire du PDR Bourgogne.

Le porteur de projet doit avoir au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l’âge prévu à l’article D.161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1^{er} janvier de l’année de dépôt de la demande. Dans le cas d’une structure collective, au moins un des associés doit remplir cette condition.

Pour bénéficier d’une aide du FEADER, le demandeur doit être à jour dans ses contributions sociales sauf accord d’échelonnement.

Le porteur de projet doit respecter les normes minimales requises dans les domaines du bien-être et de l’hygiène des animaux et de l’environnement applicables à son projet d’investissement.

- Amélioration de la performance globale de l’exploitation

L’amélioration de la performance globale et de la durabilité de l’exploitation est une exigence communautaire d’éligibilité des projets. Cette performance est entendue au sens des trois piliers du développement durable : performance économique, environnementale ou sociale. Il s’agit donc pour le porteur de projet qui sollicite une aide FEADER de montrer que l’aide sollicitée a pour but de rendre son exploitation plus performante sur l’un au moins des trois domaines suscités. Il s’agit d’un engagement de moyens et non de résultats.

Pour qu’un projet soit éligible, il faut qu’il remplisse au moins un des critères, toutes catégories confondues, proposés dans le formulaire de demande d’aide. Le porteur de projet doit préciser sur quels critères son projet a un impact sur l’amélioration globale et la durabilité de son exploitation, en fournissant des données montrant un progrès significatif entre la situation avant et après le projet. Cet impact doit être justifié par des pièces justificatives

probantes, comme par exemple un projet d'entreprise contenant les éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères économiques, un diagnostic de durabilité ou des données issues de référentiels existants (études, publications...) transposées à l'exploitation.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide et de calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et des taux d'aides publiques (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aides publiques] X [dépense subventionnable hors taxe]

(*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 53 % du montant de l'aide publique cofinancée.

Le taux d'aide, tous financeurs publics (FEADER inclus), est de 40%.

Le taux d'aide publique est majoré dans les cas suivants :

- +15 points pour un jeune agriculteur (JA). Pour bénéficier de la majoration, le JA doit cumuler les 5 conditions suivantes **au moment du dépôt de la demande d'aide** :
 - avoir moins de 40 ans,
 - disposer de la capacité professionnelle agricole (CPA) ou être en acquisition progressive de la CPA,
 - avoir déposé sa demande d'aide à la modernisation postérieurement ou simultanément au dépôt de sa demande d'aide à l'installation, ou être considéré comme installé depuis moins de 4 ans. Dans le cas d'un JA bénéficiant de la DJA, la décision d'octroi d'aide à la modernisation n'est prise qu'après passage en CDOA et la majoration est appliquée.
 - si installé en société, disposer au minimum de 10 % des parts sociales et exercer un contrôle effectif et durable dans la gestion,
 - les investissements doivent s'inscrire dans le projet développement de l'exploitation agricole (cf. plan d'entreprise).

Pour les formes sociétaires, la majoration sera calculée au prorata des parts détenues par les jeunes agriculteurs au moment du dépôt de la demande.

- +15 points pour une exploitation située en zone de montagne (critère basé sur la localisation du siège de l'exploitation et, dans le cas d'une structure collective, sur la localisation du projet).
- +10 points pour les opérations relevant de la mesure 11 (CAB et MAB).

- + 20 points pour les projets collectifs portés par un GIEE ou un de ses adhérents (pour des investissements en lien avec le projet du GIEE), pour les CUMA et pour les opérations relevant des sous-mesures 16.1, 16.2 et 16.4 du PDR Bourgogne.

Les majorations ne s'appliquent pas pour les dossiers de stockage seul

Le taux maximal d'aide publique (FEADER inclus) autorisé est de 60%.

Définition des montants de base

Plancher :

Un dossier est éligible à compter de 5 000 € d'investissement pour un investissement matériel et/ou immatériel.

Plafonds :

Pour les investissements matériels et/ou immatériels, les plafonds de dépenses subventionnables sont de :

- 45 000 €
 - pour la rénovation,
 - pour la construction de silos d'ensilage
 - pour la gestion des effluents hors zone vulnérable pour les JA installés pour la première fois et depuis moins de deux ans,
 - quand le bâtiment n'appartient pas au demandeur (crédit-bail, localisation-vente...). Dans ce cas, seuls les aménagements intérieurs sont financés.
- 70 000 € pour la construction neuve et extension et pour les dossiers de stockage seul
- 20 000 € pour des petits équipements seuls

Pour les dossiers « mixtes », les plafonds ne sont pas cumulables, seul le plus favorable s'applique.

Pour les JA installés pour la première fois et depuis moins de deux ans, le poste de gestion des effluents est éligible seul, sans autres investissements dans le projet ; dans ce cas, le plafond de 45 000 € s'applique. Si les dépenses de gestion des effluents sont liées à la création de logements, le plafond de 70 000 € s'applique.

Les frais généraux sont plafonnés à 5 % du coût total éligible.

Dans le cas des GAEC, les montants subventionnables maximaux pour les constructions neuves (hors surplafonds) sont, dans la limite de 3 associés, de :

- 70 000 € pour le 1^{er} associé,
- 50 000 € pour les 2^{èmes} et 3^{ème} associés,
- 70 000 € pour les jeunes agriculteurs.

Exemple :

Nombre d'associés GAEC	2 associés avec ou sans JA	2 associés dont 2 JA	3 associés avec ou sans JA	3 associés dont 2 JA	3 associés dont 3 JA
Montants subventionnables	120 000 €	140 000 €	170 000 €	190 000 €	210 000 €

La multiplication des plafonds ne s'applique pas aux équipements de stockage seul.

Sur-plafonds :

- + 500 €/place plafonné à 175 000 € pour un projet d'engraissement, bâtiment spécifique avec contention et ventilation adaptées, minimum 50 places et contractualisation de 5 ans en élevage allaitant.
- + 250 €/place pour un projet d'engraissement, bâtiment spécifique ou mixte (logement + engraissement) avec ventilation et contention adaptées, minimum 30 places, plafonné à 12 500 €, en contractualisation simplifiée ou vente directe en élevage allaitant.
- + 20 000 € pour un bâtiment économe en paille, en élevage allaitant et pour la rénovation en bovin lait (hors aires paillées intégrales).
- + 25 000 € pour un bâtiment laitier intégrant un bloc de traite (filieres bovin lait, ovin lait et caprine).
- + 20 000 € pour un élevage porcin (construction neuve).
- + 10 000 € pour les bâtiments ayant une charpente et une ossature en bois.
- + 200 000 € pour un projet porté par un lycée ou une chambre consulaire.
- + 20 000 € pour le séchage des fourrages et des aliments à destination des animaux présents sur l'exploitation.
- + 75 000 € pour les GIEE pour des investissements en lien avec le projet du GIEE.
- + 20 000 € pour les exploitations certifiées en agriculture biologique ou en conversion pour l'atelier concerné.

Les sur-plafonds ne s'appliquent pas :

- pour les dossiers « petits équipements seuls ».
- pour les dossiers de stockage seul ou accompagné d'un petit équipement

Les montants subventionnables maximaux obtenus en cumulant les dépenses éligibles plafonnées par appel à candidature, par porteur de projet, pour tous investissements relevant des types d'opération 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2.2, 4.3.1 du PDR Bourgogne pour la durée de la programmation 2015-2020, sont les suivants :

	Porteurs de projet	Montant éligible Plafond 2015/2020
Investissements individuels	Exploitations agricoles, formes individuelles ou sociétaires	300 000 €
	GAEC	430 000 €
Investissements collectifs	Structures collectives	430 000 €
	CUMA	500 000 €
	GIEE	700 000 €

Les plafonds par porteur de projet ne s'appliquent pas aux exploitations des lycées agricoles et des chambres consulaires.

Modalités de versement

L'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des factures acquittées et les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.

Au maximum deux acomptes à concurrence de 80 % de l'aide publique pourront être versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement du projet sur présentation de factures acquittées.

Article 5 : Procédure

Circuit de gestion des dossiers

Le présent arrêté est relatif à l'appel à candidatures ouvert du 17 février au 3 avril 2020. Pour entrer dans l'appel à candidatures en cours, le dossier doit être déposé avant la date de clôture

de cet appel. Pour être recevable, la demande d'aide doit comporter au minimum les éléments suivants :

- le formulaire de demande d'aide entièrement renseigné, daté et signé,
- le plan de financement,
- au moins un devis par poste de dépense,
- le permis de construire ou l'accusé de dépôt de la demande de permis de construire le cas échéant.

Les modalités d'instruction, de paiement et de contrôle relèvent du cadre défini dans le PDR Bourgogne 2014-2020.

Le dossier de demande d'aide est à retirer auprès de la Direction Départementale des Territoires (DDT) du département du siège de l'exploitation, qui est le guichet unique vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui leur sont données.

Pour être éligible et intégrer la session de sélection en cours, le projet doit recevoir un avis favorable d'un comité technique qui se tient au niveau départemental et qui est piloté par la DDT. Ce comité technique a pour objectif de vérifier que les projets présentés sont bien utilisables et fonctionnels.

Éligibilité des dépenses :

Les dépenses sont éligibles à partir de la date d'accusé de réception du dossier complet, à l'exception des seules études de faisabilité (diagnostics préalables...) liées aux frais généraux tels que définis à l'article 45, paragraphe 2 point c) du règlement n°1305/2013 qui peuvent présenter un début d'exécution antérieur à la date de demande d'aide.

Les dépenses seront considérées comme éligibles lorsque le caractère raisonnable des coûts est avéré et lorsque ceux-ci sont justifiés par la présentation d'au moins un devis d'entreprise joint aux dossiers.

Date d'autorisation de commencement de l'opération

L'autorisation de commencement du projet est notifiée dans l'accusé de réception du dossier complet de demande d'aide. Il s'agit de la date à laquelle le guichet unique a réceptionné le dossier complet. Est considéré comme un début d'opération tout acte validant une décision liée à l'opération (bon de commande, signature d'un devis, achat de fourniture ou de matériel, premier versement quel qu'en soit le montant, notification de marché...) ou tout début physique de travaux. Les études de faisabilité (diagnostics préalables...) ne constituent pas un commencement de l'opération.

Définition du dossier de demande d'aide complet:

Toutes les pièces justificatives doivent être présentes dans les dossiers à la clôture de l'appel à candidatures, soit le 3 avril 2020, à l'exception des pièces suivantes :

- RJA,
- permis de construire,
- obligations sociales,
- 3^{ème} devis le cas échéant.

Ces derniers éléments devront être fournis avant le 7 mai 2020.

Le dossier de demande d'aide est complet dès lors que les pièces administratives requises sont présentes dans le dossier, dont le formulaire de demande d'aide et ses annexes, dûment renseignés et signés, et les pièces justificatives à produire (y compris le permis de construire le cas échéant). A la réception du dossier de demande d'aide complet, un accusé de réception de dossier complet est envoyé au demandeur, qui notifie l'autorisation du démarrage de l'opération à compter de la date de dossier complet mais qui ne vaut pas promesse de subvention.

Tout dossier incomplet sera rejeté.

Délai de réalisation des travaux :

Lorsqu'une décision de subvention a été notifiée, le bénéficiaire doit déclarer au guichet unique la date de début des travaux, qui intervient après la date d'accusé de réception complet, sachant qu'il dispose d'un délai d'un an à compter de la date de cette décision pour commencer les travaux. Il dispose ensuite d'un délai de deux ans à compter de la date de déclaration de début des travaux pour terminer son projet. Ces délais sont prorogeables une fois.

Modalités de sélection des dossiers

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales :

Critères	Note
----------	------

Bloc « public » 35 points maximum Critères non cumulables	Jeune agriculteur percevant les aides à l'installation (prêt bonifié ou DJA)	35
	Jeune agriculteur sans aides à l'installation et touchant la majoration 1 ^{er} pilier de la PAC	25
	Exploitation avec repreneur identifié	10
Bloc « actions collectives » 8 points maximum Critères non cumulables	Opérations collectives (CUMA, opérations relevant de la mesure 16 PDR (coopération))	8
	GIEE	8
	Opération portée par un adhérent à un GIEE	4
Bloc « nature du projet » 20 points maximum Critères non cumulables	Projet global*	20
	Bâtiments d'engraissement (avec contractualisation amont/aval ou engraissement pour la vente directe)	20
	Logement des animaux (hors projet global)	17
	Stockage de fourrage destiné aux animaux de l'exploitation, silos d'ensilage	17
		15
	Autres projets ou petits investissements seuls	
Bloc « enjeux filières » 22 points maximum	Projet contribuant à l'autonomie alimentaire (séchage en grange des fourrages et fabrique d'aliments à la ferme)	8
	Diversification (volailles, porcins, ovins, caprins, équins, autres filières minoritaires)	10
	Bâtiments économes en paille (constructions neuves et réhabilitation des bâtiments existants)	4
Bloc « environnement » 60 points	Equipements visant aux économies d'eaux, dont création de forages et puits	5
	Opération de mise aux normes au titre de la	40

	directive nitrates : dossier déposé seul de manière concomitante avec le volet modernisation classique des bâtiments. Ou Existence d'un plan d'épandage (hors dossier Gestion et obligations réglementaires : ICPE et ZV) Dossier déposé de manière concomitante avec un dossier sur le volet performance énergétique Surface en herbe supérieure à 50% de la SAU	5 10 5
Bloc « qualité » 45 points maximum	Projet sous SIQO hors AB Projet AB ou conversion AB Construction incluant du bois dans sa réalisation (ossature + charpente) Insertion paysagère Bardage bois Réalisation d'un audit technico-économique d'exploitation	8 20 5 5 5 10
Bloc « condition de travail » 10 points	Equipements améliorant les conditions de travail (selon liste)	10

*Projet de construction ou de rénovation d'un bâtiment concernant plus de 50 % de l'effectif d'une catégorie d'animaux considérée sur l'exploitation ou agrandissement (+50% de places supplémentaires/situation initiale pour la catégorie d'animaux considérée).

Les dossiers avec une note inférieure à 30 ne pourront pas être financés.

Les investissements avec une note supérieure seront financés par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe FEADER attribuée à cet appel à candidatures et des disponibilités financières des financeurs nationaux du dispositif. Aucune liste d'attente ne sera constituée, les porteurs dont le projet n'aura pas été retenu pourront faire acte de candidature lors d'un appel ultérieur.

Le cas échéant, les dossiers à égalité de points sont départagés selon l'ordre de priorité suivant :

- projet concernant le logement des animaux
- première demande au titre du PCAE,

- nombre d'UTH.

Le classement des dossiers sera validé par le comité de sélection constitué de l'autorité de gestion et des différents financeurs.

Pour le présent appel à candidatures, l'enveloppe FEADER est de 3 950 000 €.

Article 6 : Engagements du bénéficiaire

Si une aide est attribuée pour un projet d'investissement, pendant la durée d'engagement qui sera fixée dans la décision juridique, le bénéficiaire devra :

- Poursuivre son activité d'élevage pendant cinq ans à compter de la date paiement final de l'aide.
- Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements aidés ainsi que le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide.
- Respecter les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux applicables à l'investissement concerné.
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits-nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet.
- Détenir, conserver, fournir, pendant dix années, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de ses engagements et de ses attestations sur l'honneur.
- Informer le guichet unique préalablement à toute modification du projet ou des engagements.
- Demander, selon l'implantation de l'ouvrage :
 - au préfet du département, les autorisations ou récépissés de déclaration au titre des procédures environnementales,
 - au maire de la commune, le permis de construire ou déclarations de travaux.
- Assurer la publicité de l'aide européenne et du soutien apporté par les autres financeurs : le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs.

En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :

- Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 € :
Une affiche (format A3 minimum : 42 X 29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.
- Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 € :

Une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X 29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide,
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.
- Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :
 - pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3),
 - au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

Cession et transmission des engagements

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation des investissements ou pendant la durée des engagements, le cédant (celui qui cède l'exploitation et qui était bénéficiaire de l'aide) doit transférer les investissements et les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le repreneur reprend dans ce cas les investissements et doit poursuivre les engagements souscrits par le cédant pour la période restant à courir.

Le transfert des investissements doit être total. En cas de transfert partiel, les engagements souscrits par le cédant doivent être respectés par le cédant lui-même. Dans le cas contraire, les investissements et les engagements doivent être repris par une seule entité juridique éligible au plan (exploitation individuelle, forme sociétaire, GAEC...). Le transfert n'ouvre pas de

droits nouveaux, l'aide est versée dans la limite du montant de la subvention notifiée au cédant après vérification du droit à subvention du repreneur.

L'aide ne peut jamais être revue à la hausse, sauf en cas d'erreur administrative. Lorsque l'évolution de la forme sociale de l'exploitation – notamment sortie d'un associé jeune agriculteur ou dissolution d'un GAEC – a des incidences sur la majoration du taux et le plafonnement de l'aide accordée, le montant de la subvention fait l'objet d'une révision.

Ce transfert doit faire l'objet d'une demande écrite préalable et conjointe du cédant et du repreneur, et signée par les deux parties auprès du guichet unique. Ce dernier vérifiera que le repreneur remplit les conditions d'éligibilité à l'aide. Le guichet unique notifie une décision modificative au cédant et une nouvelle décision au repreneur. Aucune aide ne pourra être recalculée à la hausse en cas de modification statutaire du demandeur.

Article 7 : contrôles, conséquences et sanctions

Le guichet unique service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

Article 8 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le 17 février 2020

Marie-Guite DUFAY